

## SMSI - 14 au 19 novembre 2005, Tunis

### Session : La lutte contre le spam, le 18 novembre à 10 heures

Co-présidence de la Direction du développement des médias (France) et de l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation

Avec le soutien de la présidence de l'Union européenne (Royaume-Uni)  
et de la Commission européenne

- Agenda -

#### **Accueil** (5 mn)

- *Cécile Dubarry, Direction du développement des médias*

#### **Méthodologie des politiques anti-spam publiques et privées**

- *Marie Georges, Commission nationale de l'informatique et des libertés* (5 mn)  
Globalité du contexte et des enjeux de la lutte contre le spam : l'importance de la lutte anti-spam au regard des libertés ; les composantes juridiques, sociales, économiques et techniques du phénomène du spam
- *Constance Bommelaer, Direction du développement des médias* (5 mn)  
Méthodologie des politiques publiques françaises, européennes et internationales : l'émergence d'une approche multi-acteurs et transversale (juridique, technique, auto-reglementation) ; les options législatives
- *Éric Walter, Direction du développement des médias* (5 mn)  
Recherche de solutions concrètes : l'émergence d'outils efficaces – l'exemple de « SignalSpam », une base de données opérationnelle à laquelle sont appelés à participer tous les acteurs nationaux et internationaux
- *Didier Gobert, Service Public Fédéral Economie – Belgique* (5 mn)  
Actions engagées par la Belgique pour lutter contre le spam : une politique particulièrement centrée sur la sécurisation des systèmes informatiques, l'information et la sensibilisation du public ainsi que la coopération au sens large
- *Luc Mathan, Messaging Anti-Abuse Working Group (MAAWG)* (5 mn)  
Coopération internationale privée : actions déployées par le secteur privé, nécessité de partenariats avec le secteur public

[questions (10 mn)]

## **Problématique transfrontière**

- *Jean-François Soupizet, Commission européenne (10 mn)*  
Aspects transfrontières de la lutte anti-spam et nécessité d'organiser des actions de coopération européenne et internationale ; Revue des actions engagées dans les institutions européennes (action normative, animation du CNSA, financement de SaferInternetPlus)
- *Jean-Jacques Sahel, Department of trade industry (DTI), Royaume-Uni, (5 mn)*  
Partage d'information et coopération technique : les informations techniques utiles pour résoudre les plaintes transfrontières ; les enseignements du Plan d'action de Londres
- *Mohamed Benchaaboun, Agence nationale de la réglementation des télécommunication (ANRT) du Maroc (5 mn)*  
Le spam et les pays en voie de développement : des besoins particuliers pour lutter contre le spam ; les récentes initiatives du Maroc

[questions (10 mn)]

## **Émergence d'une stratégie globale**

- *Robert Shaw/Christina Bueti, Union Internationale des Télécommunications (10 mn)*  
Stratégie globale et complémentarité des organisations internationales : les actions menées au plan international ; une dynamique internationale ayant vocation à englober l'ensemble des pays concernés par le fléau du spam
- *Pierre Ouedraogo, Agence intergouvernementale de la francophonie, Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (5 mn)*  
« Coalition Nord-Sud » pour lutter contre le spam : une approche fondée sur la coopération des pays développés et en voie de développement ; le recours au logiciel libre
- *Claudia Sarrocco, Organisation de Coopération et de Développement Économiques (5 mn)*  
Approche globale du Toolkit de la Taskforce de l'OCDE : complémentarité des outils proposés ; présentation du site de l'OCDE

[questions (10 mn)]

## **Conclusion**

- *Éric Walter, Direction du développement des médias*

## **Présentation des intervenants :**

Mohamed Benchaaboun, Directeur général de l'Agence nationale de la réglementation des télécommunication (ANRT) du Maroc, Président du réseau francophone de la régulation des télécommunications (FRATEL)

Constance Bommelaer, chargée de mission, Direction du développement des médias, France

Christine Bueti, Analyste de politiques publiques, Union internationale des télécommunications (UIT)

Cécile Dubarry, Sous-directrice, Direction du développement des médias, France

Marie Georges, Conseiller du président pour la prospective et pour le développement, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Didier Gobert, Conseiller adjoint, Service public fédéral, économie, P.M.E. de Belgique

Luc Mathan, Messaging Anti-Abuse Working Group (MAAWG), Responsable Cybersécurité et protection des données personnelles à la Direction des affaires publiques, France Telecom

Pierre Ouedraogo, Responsable de programmes Société de l'information, Agence intergouvernementale de la francophonie, Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation

Jean-Jacques Sahel, Assistant Directeur Europe et International, Department of trade industry (DTI), Royaume-Uni

Robert Shaw, Conseiller en stratégie et politiques de l'internet, Union internationale des Télécommunications (UIT)

Patrick Raude, Directeur, Direction du développement des médias, France

Jean-François Soupizet, Chef adjoint des relations internationales, DG Société de l'information et médias, Commission européenne

Eric Walter, Chef de bureau, Direction du développement des médias